

ECONOMIE | 11 octobre 2021

La guerre des crypto-monnaies a commencé



De Matteo Ghisalberti

5 min



© Executium/Unsplash

Pour la huitième fois en moins de vingt ans, Pékin a adopté des mesures pour limiter l'utilisation des Bitcoins et des autres crypto-monnaies. Pourtant, aucune grande puissance économique ne peut plus se passer de ces moyens de paiement que tous essaient de contrôler – gouvernements comme groupes privés – pour en faire une nouvelle arme financière.

Par Matteo Ghisalberti

« Les activités commerciales liées aux monnaies virtuelles sont des opérations financières illégales ». C'est ainsi que la Banque centrale chinoise (PBC) a annoncé le 30 septembre dans un communiqué la suppression du marché des crypto-monnaies en Chine. Depuis le début de 2021, c'est la deuxième fois que la PBC intervient dans ce domaine. Fin juin, elle avait déclaré la guerre aux *miners* (*) – les producteurs des crypto-monnaies – en suspendant



La nouvelle stratégie écologique du gouvernement communiste. La production de ces valeurs virtuelles demande effectivement d'énormes quantités d'énergie. Ce que l'on appelle les "mines" sont en réalité des bâtiments remplis d'ordinateurs qui effectuent les calculs nécessaires pour la production de la crypto-monnaie.

Le e-yuan vient concurrencer les autres crypto-monnaies

Toutefois, les choix drastiques du gouvernement chinois ne sonnent pas le tocsin des crypto-monnaies. Pékin a déjà créé une version numérique de sa devise nationale appelée le *e-yuan*. Hormis les célèbres Bitcoin et Ethereum, il existe une centaine d'autres crypto-monnaies plus ou moins populaires. *Binance*, la plus grande plateforme d'échange des crypto-monnaies au monde, créée en 2017 par le développeur chinois Changpeng Zhao est dès son origine basée en Chine. Les crypto-monnaies pourraient devenir l'un des moyens de paiement utilisés par la Chine pour développer les nouvelles routes de la soie et la construction d'infrastructures dans des pays sous-développés. En Afrique, des centrales électriques pourraient ainsi être utilisées pour fournir l'énergie nécessaire à la production de crypto-monnaies. Et la boucle serait bouclée.

Marc de Ligneris est responsable des investissements de la société Napoléon AM, l'une des rares sociétés de gestion des fonds d'investissement liés à des crypto-monnaies en France. Pour lui, le choix de la PBC répond plutôt aux exigences internes du géant asiatique : « *Pékin veut en finir avec les flux d'argent vers l'étranger qui échappent au contrôle étatique et qui permettent aux consommateurs de s'acheter des biens de luxe ailleurs dans le monde. Compte tenu des craintes suscitées par le risque de faillite du géant immobilier Evergrande, il est possible que la Chine essaie d'éviter la fuite de capitaux, si jamais des mastodontes de l'économie chinoise venaient à tomber* ». En revenant sur l'expulsion des "miners", Marc de Ligneris explique : « *Dans certaines provinces chinoises, des chefs locaux de l'administration publique n'ont rien fait pour empêcher l'exploitation illégale d'électricité pour produire des crypto-monnaies. Là encore, le gouvernement central essaie de reprendre la main et de lutter contre la corruption* ».

Les banques centrales sur les starting blocks

D'autres banques centrales envisagent de créer leur propre devise. Parmi elles figure la [Banque Centrale Européenne](#) qui a déjà effectué une phase de tests préliminaires suivie de l'étude du projet d'e-euro qui devrait durer jusqu'à la mi-2023.

Aux États-Unis, les sénateurs Maggie Hassan (Démocrates) et Joni Ernst (Républicains) ont présenté un [projet de loi](#) visant à améliorer la supervision des USA sur les opérations de "minage" dans le monde. Concrètement, le projet de loi a pour objectif de permettre aux USA de savoir « *comment les pays étrangers utilisent et produisent les crypto-monnaies* », « *identifier [...] les types et la valeur en dollars de la monnaie virtuelle produite dans les années 2016 à 2022 aux États-Unis et dans d'autres pays du monde, y compris en Chine* » et détecter « *les vulnérabilités [...] et les opportunités en ce qui concerne les opérations de minage* ».

En Afrique, le projet de l'[Afro](#) aspire à devenir "le Bitcoin africain". Dans d'autres pays, les crypto-monnaies sont déjà entrées dans le quotidien des citoyens. C'est le cas du Salvador où, depuis le 7 septembre 2021, le Bitcoin a un cours légal au même titre que le

pour payer certains médicaments, faire des achats, à commencer par le fait que
"2,1 millions de salvadoriens utilisent activement le chivowallet"
(un portefeuille virtuel utilisé pour les crypto-monnaies, ndlr).

Les risques demeurent

Le choix du Salvador a permis au Bitcoin de rester attractif. En revanche, la naissance de crypto-monnaies créées par les banques centrales devrait conduire à une diminution de la valeur de ces moyens de paiement. C'est l'opinion de l'avocat pénaliste franco-italien *Ciro Perrelli*, qui compte des utilisateurs de ces devises électroniques parmi ses clients. « *La valeur des crypto-monnaies baissera dès que les banques centrales décideront de réglementer le domaine. Mais, en parallèle, ces devises virtuelles deviendront moins « dangereuses », car leur utilisation sera soumise à des obligations et à des contrôles effectués par les autorités de vigilance* ».

Pour Me Perrelli, la plupart des dossiers qu'il a suivis avaient un dénominateur commun : « *Nous assistons plusieurs personnes, en France et en Italie, en leur offrant d'abord un conseil légal en matière de crypto-monnaies. La majeure partie de ces clients a utilisé ces moyens de paiement électroniques dans des achats de biens immobiliers ou de voitures. D'autres ont effectué des simples virements entre particuliers. La plupart de ces clients font l'objet d'une enquête de la part des autorités de contrôle des marchés visant à connaître l'origine de crypto-monnaies utilisées* ». Au-delà des Alpes, le marché semble être moins mûr mais « *ces derniers temps, des guichets automatiques pour acheter anonymement des crypto-monnaies en échange d'argent liquide ont poussé comme des champignons dans les grandes villes* » rappelle l'avocat. Ceci est dû à une faille dans les mécanismes de contrôle qui empêche de vérifier l'inscription des opérateurs de devises virtuelles sur un registre national, et il n'existe pas de décret du ministère de l'économie et des finances de Rome pour le moment.

L'exemple italien illustre le flou qui demeure à la « frontière » entre les devises traditionnelles et les crypto-monnaies. Le risque d'abus de la part des différentes organisations criminelles est élevé. Toutefois, le *Blockchain*, c'est-à-dire la technologie à l'origine de ces crypto-monnaies peut être améliorée et rendue plus sûre pour éviter les fraudes et l'éclatement de bulles spéculatives qui ont provoqué les crises financières de ces 20 dernières années.

(*) Dans le jargon des crypto-monnaies, le nom "miners" sont ceux qui travaillent dans "mines" des crypto-monnaies, c'est-à-dire les fabriques de ces moyens de paiement virtuels.